

ALFRED REBOUX
 Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Paris-Tourcoing : Trois mois . . . 15.00
 Six mois . . . 26.00
 Un an . . . 50.00

Paris, rue de Calais, Somma, Aime, 15 n.
 Trois mois . . . 15.00

En France et l'étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, qu'il y ait ou non réception d'avis contraires.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX
 Propriétaire-Gérant

INSERTIONS :

annonces : la ligne . . . 30 c
 Réclames : 30 c
 Faits divers : 50 c

On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. QUARRÉ, libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et Co, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'Office de PUBLICITÉ.

COMPTES GÉNÉRAUX

(comptes gouvernementaux)

8 JANVIER	71 45
9 JANVIER	102 30
10 JANVIER	106 25
11 JANVIER	70 95
12 JANVIER	102 00
13 JANVIER	106 95

particularités du Journal de Roubaix :

Banque de France	35 50
Credit gén. détaché	517 00
Credit foncier de France	575 00
Chemins autrichiens	493 00
Lyon	1007 00
Est	620 00
Ouest	682 00
Nord	1266 00
Midi	770 00
Suez	661 00
Péruvien	00 00
Banque ottomane (ancienne)	000 00
Banque ottomane (nouvelle)	375 00
droit court	25 16 1/2
Mobilier	137 00
provision	11 50
nouveau	00 00

DEPECHE COMMERCIALES

New-York, 9 janvier.

Change sur Londres, 4,84 1/2; change sur Paris, 5,17.

Or de l'Inde 106 1/8.

Riz good fair, (la livre 21 1/2)

Marché calme.

Marchés de MM. Schlegdenhauffen et Co commis à Roubaix par M. Balteau-Gry.

Avant la fin de ce mois, la Chambre pourra nommer la commission chargée d'examiner nos lois de finances. C'est très certainement sur cette opération que se livra dans les bureaux la plus grande bataille de la session.

M. Gambetta remuera indubitablement ciel et terre pour rentrer avec ses amis dans cette commission, et s'en faire octroyer la présidence. S'il y parvenait il faudrait nous attendre à voir se reproduire en 1877 les mêmes tiraillements, les mêmes passions, les mêmes excès de pouvoir qui ont failli nous plonger à la fin de l'année 1876 dans une crise gouvernementale pleine d'inconnu. Mais il est probable que cette majorité, qui n'a pas voulu suivre jusqu'au bout M. Gambetta dans sa campagne contre le Sénat, ne voudra pas lui laisser encore cette année dans les mains les « cordons de la bourse ».

A aucun point de vue, le cabinet du 13 décembre ne saurait désirer le maintien de M. Gambetta à la tête de la commission du budget; on peut-être sûr qu'il n'épargnera rien pour faire échouer les visées ambitieuses de l'ex-dictateur de Bordeaux. C'est alors que la guerre sourde, que celui-ci fait au président du conseil, éclatera dans toute sa franche brutalité; ce sera un duel à mort entre ces deux frères ennemis. Le spectacle sera très-édifiant pour le pays; nos populations pourront se convaincre par l'expérience que la République n'a pas de pères adversaires que les républicains, et que si après trois infructueux et sanglants essais elle n'a pu s'acclimater en France, c'est qu'il est fatalement, dans ses destinées, d'être tuée par ses propres enfants.

Bulletin du jour

Aujourd'hui mardi, que s'ouvre la session parlementaire de 1877. Il est évident qu'il n'y aura pas de message présidentiel. La première séance des deux chambres offrira donc un intérêt; elle se bornera à l'opéra réglementaire de la constitution des bureaux, dont on connaît d'avance le résultat. On sait que les présidents des deux assemblées, MM. Alfred-Fasquier et Grévy seront élus.

Il faut espérer que cette année-ci ne verrons pas se renouveler dans du mauvais emploi du temps à rendu nécessaire une session supplémentaire.

Cette manière inventée par les républicains pour rendre les sessions per-

Les élections en Alsace-Lorraine.

On sait que les élections pour le Reichstag ont lieu le 10 courant. Voici pour l'Alsace et la Lorraine, le tableau des circonscriptions électorales, avec le nom des candidats et l'opinion à laquelle ils appartiennent :

ALSACE. — **Strasbourg-ville.** — Candidat de la protestation, M. Ernest Lauth, député sortant. — Autonomiste M. Bergmann.

Strasbourg-campagne. — Candidat catholique M. de Schenbourg, député sortant. — Autonomiste M. Auguste North.

Saverne. — Candidat catholique M. Mayer. — Autonomiste M. Auguste Sonnegans.

Haguenau-Wissembourg. — M. Nessel, maire de Haguenau, a écrit à l'industriel qu'il n'acceptait pas la candidature dans cette circonscription. Mais une réunion tenue, il y a trois jours à Soult, a décidé que les électeurs seraient invités à porter quand même leurs suffrages sur son nom. On compte que si M. Nessel est nommé, il ira au Reichstag.

Erstein-Molsheim. — Candidat autonomiste, M. Rack, maire de Beufeld.

Schlestadt. — Candidat autonomiste, M. Zeyouff.

Colmar. — M. Charles Grad, candidat autonomiste en 1874, s'est prononcé dans sa circulaire pour la politique de protestation et d'action.

Ribeauville. — Candidat catholique, appuyé par le parti français, M. l'abbé Simonin, député sortant.

Guebwiller. — Candidat catholique, appuyé par le parti français, M. l'abbé Guerber, député sortant.

Altkirch-Thann. — Candidat catholique, appuyé par le parti français, M. l'abbé Winterer, député sortant.

Mulhouse. — Candidat du parti de la protestation, M. Jean Dolfus, ancien maire de la ville.

LOIRAINNE. — **Metz.** — Candidat de la protestation, M. Paul Besanzon, maire révoqué de cette ville, sans concurrent.

Sarrebourg-Forbach. — Candidat de la protestation, M. Jaunetz, maire de Sarrebourg, sans concurrent.

Sarrebourg-Orgerie-Salins. — Candidat de la protestation, M. Germain, député sortant, sans concurrent.

Thionville-Boulay. — Candidat de la protestation, M. Abel, député sortant.

LETRE DE PARIS
 (Correspondance particulière)

Paris, le 8 janvier 1877.

Les gauches se réunissent aujourd'hui et demain pour s'entendre sur les questions relatives au renouvellement des bureaux de la Chambre de députés. Si je suis bien informé, des tiraillements sont à la veille de se produire, au sujet de diverses candidatures radicales, soit une, de vice-présidence, soit à une place de questeur. M. Faye, ancien sous-secrétaire d'Etat sous M. de Marcère, voudrait notamment reprendre sa questure : M. Gambetta continue à lui opposer M. Gent, et finalement la gauche ministérielle pour départager ces ambitions rivales est assez d'avis qu'il conviendrait de renommer tout simplement les questeurs dont le mandat est expiré.

Vous avez lu dans le *Constitutionnel*, des extraits du rapport que la

commission de la Défense nationale se sont attribué des appointements qu'ils les ont touchés consciencieusement, il n'apprendra rien à personne, à coup sûr. La cour des comptes a raison de revendiquer avec énergie l'application des principes et les règles de notre comptabilité publique. Mais j'avoue qu'il y a des cas où un virement ministériel ne constitue pas un grand crime. C'est précisément lorsqu'il s'agit de lutter contre l'ennemi.

M. Gambetta n'est ni un homme de guerre, ni un financier : mais la Défense nationale est, après tout, honorable, et il ne faut retenir du rapport de la cour des comptes, que cet enseignement, à savoir : que les radicaux ne prêchent pas toujours d'exemple en matière de budget. Je ne crois donc pas à une interpellation sur le rapport en question, à moins que ce ne soit pour savoir pourquoi il n'a pas encore reçu de publicité officielle.

On dit que le Président de la République et le maréchal de Mac-Mahon assisteront demain à la réception de M. le président du Conseil, qui sera précédé d'un grand dîner. M. Thiers, de son côté, a promis de se montrer un instant dans les salons de l'intérieur. Mais ceci est plus douteux et présente d'ailleurs infiniment moins d'intérêt.

L'impression générale est que la Conférence d'aujourd'hui sera la dernière, et que le corps diplomatique accredité à Constantinople sera rappelé momentanément. Mais on est unanime de dire que tout ceci ne conduira pas inévitablement à la guerre. La Turquie ne veut plus tenir compte des observations des puissances.

Les puissances vont donc la laisser à elle-même et lui laisser faire l'essai de sa fameuse Constitution qui doit tout résoudre.

Cependant, quelques personnes mieux informées d'habitude, assurent que la Porte acceptera trois choses du programme des puissances : le principe d'une force militaire spéciale pour l'occupation de la Bulgarie, celui d'une commission internationale ou plutôt consulaire de contrôle, et enfin celui de gouverneur chrétien pour la province des Balkans. Je n'hésite pas à dire que si la Porte en venait là, l'échec de la conférence serait infiniment atténué, et qu'elle aurait réussi à tirer d'une situation, déplorable encore, il y a un mois, le meilleur et le plus rassurant des partis.

On ne saurait trop insister sur ce fait, c'est que la grande bataille de la prochaine session parlementaire sera, à la Chambre des députés, la nomination de la commission du budget. Quoi qu'on en dise, M. Gambetta demande que la commission de l'année dernière soit réélue cette année, lui, de nouveau, président bien entendu. Là est le dan-

ger et je n'ai pas besoin de dire que M. Jules Simon n'a l'œil que de ce côté. Si les calculs de M. Gambetta aboutissent, évidemment la politique radicale, c'est à dire la politique de conflit avec la Chambre-Haute reprendrait le dessus, et ce serait bientôt une partie à recommencer, une partie ans'00, 20 à celle de l'année dernière seulement avec cette différence qu'en 1877, les radicaux seraient plus prêts, qu'ils ne l'étaient en 1876, à affronter les conséquences d'une dissolution.

Le recensement de Paris qui vient de s'effectuer aboutit à une augmentation d'environ 176,000 habitants dans la population de Paris. On lit que le résultat général du dénombrement n'est pas à beaucoup près, aussi satisfaisant partout. Si Paris gagne des habitants, beaucoup plus que, par la supériorité du nombre des mariages et des naissances sur celui des décès.

Bulletin parlementaire

Versailles, 8 janvier.

Les députés de l'Union républicaine, de la gauche et du centre gauche du Sénat, sont réunis à l'heure où nous mettons sous presse, chez M. Calmon, rue Abatucci, pour s'entendre sur les modifications qu'il convient de faire subir à la composition du bureau de la Chambre-Haute.

On assure que demain au moment de la fixation de l'ordre du jour, le groupe Louis Blanc demandera la mise à l'ordre du jour de la discussion de l'abrogation du décret de 1852 sur la presse.

Les divers groupes des gauches de la Chambre des députés, se réunissent demain, chacun dans leurs locaux respectifs. Ces réunions ont naturellement pour objet d'arrêter la liste des membres qui composeront les bureaux de

qui nous isole, et partout nous affaiblit le plus.

La République est le gouvernement qui nous humilie le plus.

Buvons donc à la République, s'écrie, en terminant, notre confrère Charles Garnier, et il ajoute :

Ah ! la Royauté est bien vengée, par les républicains, et c'est encore la fête des Rois !

On remarque, en ce moment, un curieux changement de ton dans la presse républicaine et radicale, à l'égard du mouvement préfectoral. Ces journaux se montrent beaucoup plus doux à l'égard de M. J. Simon et déclarent, comme le dit aussi M. Floquet lui-même à ses électeurs, qu'il faut accorder un an de crédit au nouveau ministre de l'intérieur. On se demande ce qui s'est passé entre M. J. Simon et les chefs des gauches ? Les malins prétendent que c'est là une tactique pour endormir le centre gauche et les autres amis du ministère Simon, afin de ne pas empêcher la réélection de M. Gambetta et des autres membres de la gauche, quand il s'agira d'élire la nouvelle commission du budget.

L'idée de faire de M. de Marcère, un président des trois gauches à la Chambre-Basse, est, paraît-il, fort sérieuse. Elle inquiète beaucoup M. Gambetta qui, naguère encore, visait à ce rôle prépondérant. Et ce serait, dit-on, le motif pour lequel la *République française* semble, en ce moment, faire des avances à M. J. Simon. Il s'agit de conjurer la menace de déchéance absolue dont serait grosse l'élection présidentielle de M. de Marcère.

Les journaux prussiens annoncent que le prince Bismark souffre d'un refroidissement qui le force depuis quelques jours de garder la chambre.

Malgré l'optimisme qui maintient la hausse à la Bourse, il y a toujours des craintes de complications sérieuses à la suite des Conférences de Constantinople, et d'une guerre générale au printemps.

La *Volkszeitung* de Berlin, annonce que toute l'infanterie allemande, à l'exception d'une toute petite partie de la réserve et de la landwehr, est maintenant munie du fusil Mauser et exercée au maniement de cette arme.

DE SAINT-CHÉRON.

(Autre correspondance.)

Paris, 8 janvier 1877.

Le maréchal a cédé, la Chambre des députés a cédé, le Sénat a cédé, Gambetta et les intransigeants ont été battus, Jules Simon et le centre gauche ont remporté un premier avantage, et tout le monde s'est séparé pour passer le jour de l'an en famille : on ne s'est rien souhaité, on ne s'est pas donné d'étrennes, on ne s'est pas embrassé. Rien n'est apaisé, rien n'est résolu, la Constitution n'est pas expliquée; on se repose sous ses armes ; ce n'est même pas une trêve, c'est le repos que prend le soldat, sac au dos et le fusil chargé, Telle est la situation politique qui nous est faite par la Constitution de la République.

M. le maréchal de Mac-Mahon comprendra-t-il alors que tout gouvernement est impossible avec ces hommes ? ou bien voudra-t-il essayer de louter au milieu de ces écueils ? Se résignera-t-il à de nouvelles concessions ? Descendra-t-il plus bas encore ? L'année 1877 va nous le dire des ses premiers mois.

Pour nous, notre conviction est faite depuis longtemps : la République modérée, honnête, conservatrice, est une chimère.

À l'occasion de la fête des rois tombée en désuétude, M. Charles Garnier, dans la *Décentralisation*, porte une série de toast à la République, en énumérant les bienfaits dont nous lui sommes redevables. Ces bienfaits constatent que :

La République est, contrairement à la parole de M. Thiers, le gouvernement qui nous divise le plus.

La République est le gouvernement qui nous appauvrit le plus.

La République est le gouvernement qui nous abêtit le plus.

La République est le gouvernement qui nous donne le moins de sécurité.

La République est le gouvernement qui nous impose et nous endette le plus.

La République est le gouvernement qui nous désorganise le plus.

La République est le gouvernement

Pascal rougit légèrement et s'empressa de répliquer :

— Gardez-vous bien, mon père, de mal interpréter mes paroles. De telles pensées étaient en ce lieu de mon esprit.

— Elle était donc laide, cette jeune fille ?

— Non... oh ! non.

— La connais-tu ?

— Nullement. Je ne supposais même pas qu'il existât sur la terre une créature aussi belle, aussi pure, aussi ravissante ! En la contemplant, je me surpris à penser aux anges !

— Quand je le disais que tu es un peu poète, c'est à dire un peu fou.

— Au contraire. Mes pensées étaient en ce moment des plus raisonnables; je songeais que, pour compléter notre bonheur, il nous faudrait là, entre nous deux, une semblable compagne... que vous appelleriez votre fille... et que moi j'appelleriais ma sœur.

— Ta femme, bien plutôt... et je ne demanderais pas mieux, quand nous trouverons une bonne dot. Mais cette recherche-là n'est guère de ma compétence. Pour te marier convenablement, je compte sur la tante Brigitte.

— A propos ! s'empressa de dire Pascal, heureux peut-être de cette occasion de changer l'entretien, à propos de ma tante Brigitte, je lui ai promis mon bras pour la conduire demain à la messe à la chapelle de Grâce, c'est grande fête.

— Diable ! je comptais sur toi pour m'accompagner à Pont-Audemer, où nous déjeunerons avec quelques amis. Mais ma chère belle sœur avant tout... Une tante à succession... pas de négligence !

Et le souper continua.

CHAPITRE XI

UN PROTECTEUR INESPÉRÉ

Le lendemain, de grand matin, le docteur montait à cheval.

« Tiens ! dit Pascal, je ne vous connaissais pas cette monture-là !

— Une jolie bête, n'est-ce pas ? Je l'ai achetée la semaine dernière... et pour toi, mon garçon; qu'en dis-tu ?

— Un peu fringante peut-être...

— Mais franche d'allure, et qui doit courir comme un arabe. Je me fais un plaisir de l'essayer aujourd'hui. »

Le domestique intervint.

« Monsieur a peut-être tort, dit-il, ce cheval est capricieux en diable, et, si j'en crois ma vieille expérience, il doit devenir difficile à mener en de certains moments. Je ne prétends pas qu'il y ait danger, mais cependant...

— Bah ! bah ! j'ai servi dans les dragons de l'Impératrice... et je ne crains rien. A ce soir, Pascal... à ce soir ! »

Le docteur Cauvain partit au grand trot.

Quelques heures plus tard, son fils montait à la côte de Grâce en compagnie de tante Brigitte... vieille demoiselle un peu roide, un peu provinciale peut-être, mais bonne au demeurant comme du bon pain.

En passant devant le calvaire, le jeune homme ne put se défendre d'y jeter un regard en souvenir de la belle inconnue de la veille au soir.

C'est surtout dans ces humbles chapelles, objet du pèlerinage des paysans et des pêcheurs, que le service divin a quelque chose d'imposant et qui, par sa touchante simplicité, remue délicieusement les âmes pieuses.

Pour Pascal, il y avait en outre les souvenirs de l'enfance, le souvenir surtout de sa mère.

Grande et sincère était donc son émotion, lorsque tout à coup, sous cette rustique voûte, s'éleva la voix de l'orgue.

L'orgue touché par des mains habiles, et qui plus est avec un charme si vraiment religieux, avec une harmonie si vraiment chrétienne, que le jeune médecin, étonné, sentit descendre en son âme une béatitude jusqu'alors inconnue, une sorte de ravissement céleste.

A chaque instant il retournait la tête pour tâcher de découvrir l'artiste invisible.

« Mais qu'as-tu donc ? finit par demander la tante Brigitte à voix basse.

— Je ne savais pas, balbutia-t-il en indiquant l'orgue du regard, je ne savais pas qu'il y eût chez nous un artiste d'autant de talent. C'est admirable !

— Patience ! après la messe nous allons rendre-vous chez l'aumônier... patience ! »

Effectivement, une heure plus tard et

que la tante Brigitte eût voulu s'expliquer davantage, ils entraient au presbytère.

« Monsieur l'aumônier, dit la vieille demoiselle, voici mon neveu Pascal qui vient vous complimenter à propos de votre organe. »

— A merveille ! j'allais précisément vous le proposer. »

Le digne pasteur ouvrit l'autre porte du parloir. Une jeune fille parut sur le seuil.

C'était l'inconnue du calvaire... C'était Thérèse Ysabeau.

Chaque jour de grande fête elle touchait l'orgue de la chapelle de Grâce. Ce jour-là, sous l'impression des sentiments qu'elle agitaient, elle venait de se surpasser elle-même.

C'était la fervente prière de sa piété filiale, c'était son âme tout entière qui, par la voix de l'instrument mélodieux, s'élevait ébriée vers le ciel.

On a déjà compris l'émotion de Pascal Cauvain.

Que fut-ce donc lorsque, sur l'invitation du pasteur, Thérèse eut raconté la touchante histoire de son père !

Elle termina, plus belle encore sous ses pleurs, par supplier la tante Brigitte de vouloir bien lui servir d'introduitrice auprès du docteur Cauvain.

Pascal s'empressa de répondre :

« C'est moi-même qui vous présenterai à mon père, mademoiselle... et, je vous le garantis d'avance, il consentira. »

— Allons-y tous... et dès à présent, proposa l'aumônier.

— Mon père ne sera de retour que tantôt. D'ailleurs il me faut le temps de le préparer. Ce soir seulement... venez ce soir.

— Et c'est moi qui vous présenterai, déclara la tante Brigitte; venez me prendre en passant, ma chère belle... voici mon adresse.

— Inutile, dit le vieux prêtre, je conduirai Thérèse chez vous, madame.

— Oh ! vous êtes bons !... tous bons ! s'écria la fille du rebouteur, vous allez sauver mon père !... mon pauvre père ! mais je ne sais pas, je ne sais pas comment vous témoignez ma reconnaissance... Oh ! merci, merci ! »

Et, saisissant la main de tante Brigitte, elle la couvrit de baisers.

CHAPITRE XII

CATASTROPHE

Thérèse n'eut garde de manquer au rendez-vous.

Vers les six heures du soir, guidée par le modeste armité, elle descendait la rampe escarpée de la côte de Grâce. La tante Brigitte attendait, déjà sous les armes.

On se dirigea sans désemparer vers la maison du docteur Cauvain.

(A suivre);

ville du Rebouteur

CHAPITRE X

FASCAL CAUVAIN.

(Suite).

— J'étais à ma fenêtre, moi. La mer splendissait, et là-bas, à l'horizon, à la pourpre du ciel, on voyait se détacher en noir tous les vaisseaux de la côte, toute la silhouette du Havre, avec ses mâts, ses phares, ses fumées. C'était superbe !

— Effectivement, mon père. Le plan de la chapelle avait surtout des ornements, une harmonieuse variété dont mon cœur ressent encore le charme délicieux, l'émotion profonde.

— C'est au point qu'il m'a semblé que je devrais en parler... que ma pauvre mère était encore là... comme autrefois, devant le calvaire... et je me suis mis à répéter tout haut la prière enseignée par elle.

— Tout haut... il n'y avait donc là personne ?

— Personne... hormis une jeune fille à genoux au pied de la croix.

— Une jeune fille... Ah ! ah ! mon grand-père.